

30 MILLIARDS DE M³ SERONT TRANSPORTÉS PAR CE GAZODUC

NIGAL en exploitation en 2015

Le Transsaharien Gas Pipeline (TSGP) entrera en exploitation en 2015. Ce gazoduc, baptisé NIGAL, de 48 à 56 pouces est prévu pour le transport de 20 à 30 milliards de m³ par an en majorité vers le marché européen en passant par le Niger, le Nigeria et l'Algérie via l'Espagne. C'est ce qu'a indiqué le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil hier, lors d'une conférence de presse sanctionnant la présentation portant restitution du rapport final sur l'étude de faisabilité et de viabilité réalisée par la société britannique de conseil énergétique Penspen/PA pour la somme de 2,04 millions de dollars. «L'étude de faisabilité et de viabilité technico-commerciale a démontré le grand rendement de cet immense projet», a affirmé Chakib Khelil en présence du ministre de l'Energie et



des Mines du Niger, Mohamed Abdoulaoui, et Edmund Daukoru, ministre des Ressources pétrolières du Nigeria et Mohamed Meziane, président-directeur général de Sonatrach et Kupolkun, directeur général de NNPC.

Le TSGP, projet intercontinental et d'envergure mondiale, initié depuis plus de quatre ans, est destiné au

transport du gaz naturel à partir des exploitations du Nigeria vers le continent européen via le Niger et l'Algérie. Selon le ministre, la rentabilité du projet a été établie par les auteurs de l'étude sur la base de la proximité de l'important marché européen et de l'abondance des réserves en gaz au Nigeria et dans la région traversée par le futur ouvrage.

D'une longueur de 4 128 km dont 1 037 sur le territoire du Nigeria et 841 km à travers le Niger, cette canalisation traversera l'Algérie sur 2 310 km jusqu'à la côte méditerranéenne. Chakib Khelil a indiqué à ce sujet qu'en se basant sur l'étude présentée, la voie Béni-Saf-Almeria est plus économique et plus rentable. «Ce n'est pas exclu de faire un branchement vers l'Italie en passant par El-Kala», a précisé Chakib Khelil. Il est prévu également dans le

cadre de ce projet, la construction de plus d'une vingtaine de stations de compression. D'autres étapes doivent être franchies pour la réalisation de ce gigantesque gazoduc. A ce titre, le ministre de l'Energie et des Mines a précisé : «Des études d'impacts environnementaux et sociaux doivent être réalisées en plus de l'harmonisation des normes des matériaux à travers les pays.»

Le coût global de cette réalisation, dont la concrétisation a été attribuée à Sonatrach pour l'Algérie et NNPC pour le Nigeria, est estimé à plus de 10 milliards de dollars. «La question du financement ne se pose pas car d'autres entreprises intéressées en aval, en amont ou à la recherche d'investissements rentables seront certainement intéressées», a affirmé Chakib Khelil. Ce dernier a ajouté que l'étude a démontré que la demande du marché européen en gaz et en pétrole va augmenter.

La réalisation de ce méga-projet donnera une sérieuse impulsion et assurera de solides perspectives à l'activité économique et au progrès social pour toutes les régions qu'il aura à traverser et permettra également d'alimenter en gaz naturel non seulement les régions se trouvant sur le tracé mais aussi les pays voisins.

Meriem Ouyahia

LE PRESIDENT DE L'OPEP :

«Pas de changement de politique»

Edmund Daukoru, ministre des Ressources pétrolières du Nigeria et actuel président de l'OPEP a affirmé, hier, qu'il n'y aura pas de changement dans la politique énergétique actuellement. «Cette politique se poursuivra jusqu'en 2025. Les prix du pétrole connaîtront une augmentation importante allant entre 40 et 45%», a-t-il indiqué.

M. O.

PROPOS DU PAPE SUR L'ISLAM

Rome piège Bruxelles

Les dirigeants des institutions européennes ainsi que les Etats membres de l'Union sont dans un sérieux embarras suite aux propos tenus par le pape en Bavière.

A l'avant-veille d'un historique voyage en Turquie, prévu en novembre prochain, le chef de l'Eglise catholique et du Vatican, en tenant des propos jugés offensants par les musulmans, a mis à mal les partis démocratiques européens, de gauche, de droite et même les courants politiques de tradition chrétienne (UDF en France, CDH en Belgique ou CDU en Allemagne).

Ces derniers, ayant fort à faire pour convaincre leur (s) électeur (s) que les négociations d'adhésion avec Ankara ne veulent pas, nécessairement, dire intégration immédiate de la Turquie dans l'ensemble européen, ont été littéralement poignardés dans le dos par Benoît XVI. Au profit

exclusif des extrêmes droites ou des courants extrêmes des droites nationales qui n'hésiteront pas, à l'instar du Français N. Sarkozy, de gouverner avec les racistes et les xénophobes, et former avec eux des majorités.

En ouvrant le chapitre, sensible, de la raison et de la foi, et en laissant entendre que la religion musulmane était hermétique au rationalisme, au contraire, selon les insinuations papales, du christianisme, Monseigneur Ratzinger a fortifié les positions de l'ensemble de l'extrême droite européenne. Cette dernière ne se privait plus depuis la sentence de Rastibonne d'en référer à l'autorité ecclésiastique suprême pour donner du crédit à son refus

de voir la Turquie rejoindre, un jour, l'Union européenne. Ce pain béni, offert par Benoît XVI tant aux extrémistes chrétiens qu'à l'extrême droite, pour surprenant qu'il soit, n'empêche pas des questionnements. En jetant ce pavé dans la mare, Benoît XVI n'a-t-il pas voulu, carrément, signifier à la veille de sa visite en Turquie aux politiques européens la limite à ne pas dépasser. C'est-à-dire considérer l'Europe comme un cercle chrétien et rien d'autre. L'on se rappelle, à cet égard, les grandes controverses nées lors de l'élaboration du traité constitutionnel et qui avaient vu s'affronter, violemment, partisans et détracteurs du principe, selon lequel, fallait-il ou pas affirmer dans le préambule du texte les valeurs chrétiennes de l'Europe. Il avait fallu en ces moments des trésors d'ingéniosité

pour ne pas inscrire cela dans le marbre.

Aujourd'hui, après le non français et le non néerlandais à la Constitution européenne — parce que, précisément, la question turque a été insidieusement introduite dans les débats —, le pape actuel ne vise-t-il pas à relancer la question ? Monseigneur Ratzinger n'ignore pas, en effet, qu'en ces moments difficiles pour l'avenir de l'Union européenne, relancer la polémique voudrait, tout simplement, signifier à Ankara le visa d'entrée dans l'UE ?

Le choix du moment, des propos et de la conjonction politique n'est pas aussi anodin qu'il y paraît. En présentant des regrets tardifs, le pape a prouvé qu'il était un habile homme politique, un fin manœuvrier. En Bavière, Benoît XVI ne cherchait pas à

AG DES PSYCHOLOGUES DE LA FONCTION PUBLIQUE Encadrement et indemnités à l'ordre du jour

Demain se tiendra au CPMC de l'hôpital Mustapha-Pacha, l'assemblée générale du Syndicat national des psychologues (Snapsy). C'est ce qu'a indiqué le président de cette organisation syndicale, Khaled Keddad. A l'ordre du jour de cette rencontre, trois points sont inscrits.

Rémunérés à 11 000 DA par mois avec un salaire de base de 9 000 DA, les psychologues de la santé publique réclament la revalorisation de leurs salaires.

Regroupés au sein du Snapsy depuis fin 2004, 500 psychologues sur les 640 que compte la santé publique demandent la réhabilitation de leur métier. «Nous sommes le seul corps qui ne perçoit pas les indemnités de qualification et de documentation», a expliqué le président du Snapsy. Ce dernier souligne : «Les textes relatifs à ces indemnités existent mais ne sont pas appliqués.»

Les psychologues des ministères de la Solidarité nationale, de la Jeunesse et des Sports et de l'Education nationale toucheraient ces primes depuis 2002, année de la publication des décrets. Des indemnités allant jusqu'à 8 200 DA. «Le ministre de la Santé a envoyé ce dossier à la commission ad hoc composée de représentants du ministère des Finances et de la Fonction publique.

Le 5 août dernier, cette commission a rejeté cette proposition», a précisé le président du syndicat. «La conduite à tenir face à ce refus sera déterminée demain», a-t-il souligné.

Il s'agira, lors de cette assemblée générale, d'installer une commission de révision du statut particulier du psychologue de la Fonction publique. Le dernier point à débattre sera l'encadrement des étudiants stagiaires en psychologie. «Les psychologues praticiens de la Fonction publique encadrent les étudiants de psychologie au niveau national.

Il y a de cela une année, une plate-forme de revendications a été transmise au ministre de l'Enseignement supérieure et de la Recherche scientifique pour mettre un terme à l'anarchie qui y règne», a expliqué le président du Snapsy. A ce jour, cette proposition est restée lettre morte.

M. O.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

offenser les musulmans, il voulait, simplement, saborder l'entrée de la Turquie dans l'espace européen qu'il considère comme «club chrétien». En ce sens, le chef du Vatican a réussi sa manœuvre. Avant de se rendre en Turquie, dont Istanbul, le poumon politique et économique, s'appelaient du temps de sa chrétienté Byzance Mgr Ratzinger a superbement taclé Ankara. Dans sa déclaration bavaroise, le choix du personnage, Manuel II Paléologue, alors empereur de... Byzance, n'est pas innocent. Les pays musulmans sont en train d'apporter au pape des réponses de type religieux alors que, lui, Benoît XVI fait de la politique.

Dieu lui pardonne !

A. M.